

Yemaya

N° 23

LETTER DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

NOVEMBRE 2006

Editorial

Chères amies, chers amis,

Ce numéro de *Yemaya* vous apporte des articles d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe. Il y a aussi des extraits d'une étude intéressante, *Insécurité alimentaire et inégalité des genres avec les droits de propriété : l'accès au marché pour les algues aux Philippines*, de Hazel-Tanchuling et Marina Durano, publiée dans *Lundayan*, une revue du Tambuyog Development Center. Il s'agit d'une enquête réalisée à Calatagan, qui est une localité située au sud de la mégapole de Manille. Le gouvernement philippin essaie d'y encourager la culture des algues dans les populations côtières. Ce document met en lumière un certain nombre d'aspects intéressants, notamment la concurrence entre les gens qui pratiquent cette activité et d'autres utilisateurs du littoral : pêcheurs, touristes, éleveurs de crevette.

Autre aspect préoccupant : des hommes obtiennent des droits de propriété sur des espaces auparavant considérés comme communautaires, donc accessibles à tout le monde, hommes et femmes. Citons un passage : « Le système de permis imposé par les autorités locales visait à gérer les conflits éventuels découlant de l'utilisation collective des ressources disponibles. L'effet non recherché a été une inégalité accrue entre hommes et femmes en matière de droits de propriété ».

Il y a certainement des leçons à tirer de la pratique de la culture des algues aux Philippines et de la façon dont cette activité est gérée. Et il serait bon

d'en tenir compte dans d'autres contextes et d'autres pays où la culture d'algues connaît une expansion rapide, tout comme d'autres formes de mariculture.

Du Chili vient un article qui montre comment un groupement de femmes essaie, par le théâtre, de mieux faire connaître le rôle des femmes dans la préparation des hameçons. « Pour que les hommes puissent aller en mer, des milliers de femmes anonymes doivent à terre garnir les hameçons. Pour que les hommes puissent aller au travail, les femmes se chargent aussi des tâches domestiques, s'occupent des enfants. Toutes choses qui ne sont pas vraiment considérées comme du travail par la société. » A propos d'Amérique latine, il y a également un compte-rendu détaillé concernant des initiatives du réseau latino-américain des femmes de la pêche (NETWIF). La coordination est assurée par le Centre pour les services d'information et de consultation sur la commercialisation des produits de la pêche en Amérique latine et dans les Caraïbes (INFOPECSA).

Puis vient un entretien avec la Présidente du Comité local des pêches de Lorient-Etel, en France. Elle parle de son parcours de femme de pêcheur (passablement ignorante des problèmes de la pêche) qui l'a amenée à ce poste électif où elle est confrontée à diverses évolutions : TAC (total admissible des captures), quotas, contrôles, prix du carburant, etc.

Et puisqu'une nouvelle année se profile à l'horizon, nous souhaitons que 2007 soit pour vous paisible et productive.



Sommaire

| | |
|----------------------|----|
| Philippines..... | 2 |
| Chili..... | 5 |
| Amérique latine..... | 6 |
| France..... | 9 |
| Film..... | 11 |
| Publication..... | 12 |

Asie/Philippines**Pareho lang ! C'est la même chose !**

Extraits de Insécurité alimentaire et inégalité des genres avec les droits de propriété : l'accès au marché pour les algues aux Philippines, de Hazel Arandez-Tanchuling et Marina Fe B. Durano

Cette étude a été publiée dans la revue *Lundayan*, Vol. 13, n° 1, 2006, du Centre Tambuyog pour le développement (http://www.tambuyog.org/news_details.asp?news_id=390)

Le poisson constitue pour les Philippines une source essentielle de protéines. Ils en consomment en moyenne 36 kg par an et par habitant. Dans la présente étude, on s'attachera à mieux comprendre les relations de cause à effet entre libéralisation du commerce et sécurité alimentaire.

Le recensement 2003 de l'Agriculture et de la pêche de l'Office national des statistiques évalue les populations de pêcheurs à 1,8 million de personnes. Leurs communautés sont parmi les plus démunies du pays. A partir des années 1990, certaines, qui pratiquaient une pêche de subsistance et une pêche destinée à alimenter le marché local, se sont lancées dans la culture d'algues. Cette tendance a été fortement encouragée par les pouvoirs publics via le BFAR (Bureau des pêches et des ressources aquatiques) notamment pour augmenter les recettes à l'exportation. On observe la même tendance dans l'agriculture, où l'on passe d'une agriculture de subsistance à des cultures de rente. Dans le secteur de la pêche, on considère que les algues sont un produit de rapport.

La présente étude analyse plus avant cette évolution, qui fait partie d'une stratégie globale de développement des Philippines par le biais de l'exportation. La première partie fait une présentation de la culture des algues dans ce pays et montre comment le gouvernement a été particulièrement actif pour inciter les gens à passer de la pêche côtière à la culture des algues. La deuxième partie montre la pauvreté des communautés de pêcheurs qui les oblige à tenir compte de ce que le gouvernement propose. La culture des algues est en effet un élément des programmes publics de lutte contre la pauvreté et s'inscrit aussi dans les stratégies de développement par les exportations. La troisième partie, qui concerne l'étude de cas réalisée à Calatagan,

analyse les répercussions du passage de la petite pêche à la culture d'algues et cerne un certain nombre de problèmes. La libéralisation des échanges, complétée par l'impulsion agressive donnée par les pouvoirs publics, va probablement détourner bon nombre de gens de la pêche côtière. Les leçons qu'on peut d'ores et déjà tirer de cette évolution de la production peuvent s'avérer utiles pour les décisions à prendre dans l'avenir.

Voici quelques extraits de ce document :

Répercussions de l'introduction de la culture d'algues dans les communautés côtières (Etude de cas de Calatagan)

Dans cette partie, on étudie le passage d'activités de pêche à la production d'algues. Les enquêteurs se sont rendus dans une localité située au sud de Manille où le gouvernement encourage fortement les gens à se tourner vers la production d'algues. Ils ont eu des entretiens avec de petits producteurs, des fonctionnaires locaux, un négociant et des représentants du groupement des pêcheurs (*Samahan ng Maliliit ng Mangingisda ng Calatagan/SAMMACA*, c'est-à-dire Organisation des petits pêcheurs de Calatagan).

Conflits entre utilisateurs de ressources communautaires

Comme les zones côtières constituent une ressource collective, il survient périodiquement des conflits entre divers utilisateurs. Dans cet espace, ceux qui cultivent des algues sont en concurrence avec des pêcheurs, des éclosiers de crevettes, et même des entreprises de transport maritime. La gestion de ces conflits devient cruciale non seulement pour le succès des nouvelles cultures d'algues (qui sont un élément des stratégies de croissance) mais aussi pour d'autres productions qui font appel aux ressources communautaires du littoral. L'Administration locale devrait mettre en place un système de zonage rationnel pour répartir au mieux les concessions sur cet espace.

Il y a surtout des contentieux entre les pêcheurs et les producteurs d'algues, les premiers se disant gênés dans les manœuvres de leur bateau à cause des champs d'algues. C'était aussi un gros problème pour les pêcheurs à Baranguay Uno lors de l'essor de la culture d'algues. Diverses infrastructures et les radeaux d'algues bloquent le passage entre le rivage et la mer. Il est bien difficile de poser des filets parmi les champs d'algues, où se trouve pourtant le poisson, sinon des

dégâts sont à craindre. Et quand on frappe l'eau sans arrêt avec le timbog, un instrument utilisé pour pousser les poissons vers les filets, les algues peuvent aussi souffrir. Or ces champs d'algues offrent aux poissons des abris où ils peuvent se reproduire, grandir. Comme la culture des algues est désormais prioritaire, les pêcheurs doivent attendre que la récolte soit terminée pour pouvoir aller pêcher. Ils sont désormais prisonniers du cycle de cette culture. Il est arrivé à des pêcheurs en colère de faire dériver des radeaux d'algues pour se venger des propriétaires. Mang Junior, membre de SAMMACA, demande aux autorités locales de limiter l'espace mis à la disposition des champs d'algues pour ne pas aggraver la marginalisation des pêcheurs. Mais, compte tenu du faible prix du loyer pour les concessions (220 pesos, soit 4,4 \$, pour 20 000 m²), il paraît évident que celles-ci n'ont pas l'intention de réglementer cette activité dans le secteur.

La qualité de l'eau agit sur la croissance des algues, et la pollution est un autre problème à Calatagan. Périodiquement, les effluents de toutes sortes en provenance d'une éclosérie de crevettes à Gulod affectent non seulement la production d'algues mais aussi toute la vie marine dans la zone. Les cultivateurs d'algues et les pêcheurs de Barangay Uno et de Barangay Dos ont récemment constitué un collectif pour faire entendre leurs préoccupations à propos de la pollution émanant des gros élevages des environs auprès de l'Administration locale (LGU).

La LGU a attribué à des entreprises touristiques des concessions sur l'estran (Foreshore Lease Agreements), lesquelles constituent une menace d'éviction pour les exploitants maricoles. Et Barangay Dos agrandit la jetée pour recevoir les bateaux Ro-Ro faisant la navette avec l'île de Mindoro. Lorsque le port sera opérationnel, ces gens devront chercher ailleurs les espaces nécessaires à leur activité. L'augmentation du trafic maritime aura des effets négatifs sur les cultures. Des nappes de pétrole provenant de navires passant dans la mer de Chine du Sud provoquent parfois des dégâts dans les champs d'algues.

Jusqu'à présent, les conflits entre divers utilisateurs sont gérables, mais il n'est pas certain que cela continuera d'être ainsi lorsque les surfaces consacrées aux algues s'étendront bien plus du fait de l'impulsion donnée par les pouvoirs publics.



Evolution des productions et rigidités culturelles

Dans les textes, rien n'empêche les femmes de se lancer dans la culture d'algues. Dans la mesure où la personne est une habitante de Calatagan, on accorde l'autorisation aussi bien à une femme qu'à un homme. Pourtant, aucune femme n'a fait de demande jusqu'à présent ; et cela mérite réflexion. D'un certain nombre d'études relatives aux répercussions de la libéralisation des échanges sur les femmes du secteur agricole, il ressort que celles-ci ne parviennent pas à tirer partie de l'évolution vers des cultures de rapport parce qu'elles n'ont pas le droit de posséder des terres, comme dans plusieurs pays africains. Mais cela ne peut être la raison à Calatagan où aucune personne privée (homme ou femme) ne pouvait prétendre à une propriété privée sur le littoral. Avec l'instauration du système des permis d'exploitation, qui accordent au bénéficiaire un droit d'usage privé dans l'espace concédé, ce sont les hommes qui l'ont obtenu puisqu'aucune femme n'avait fait de demande officielle. Le résultat c'est que les femmes ne peuvent pas tirer profit de cette activité nouvelle, sauf en tant qu'épouse de l'exploitant attributaire du droit d'usage.

Lorsque les femmes apportent leur aide à la culture d'algues, elles n'ont pas le sentiment de participer à une activité de production. Elles pensent qu'il s'agit là de la continuation de leurs tâches ménagères : elles viennent donner un simple coup de main. Comme l'activité féminine est communément considérée comme essentiellement domestique, il n'est pas surprenant qu'elles n'ont pas demandé de permis

d'exploitation, estimant que cette activité se situe en dehors de leur champ d'action traditionnel.

Parmi les femmes interviewées à Barangay, aucune n'a dit que le travail sur les champs d'algues était une corvée de plus, admettant cependant que cela diminuait le temps consacré aux travaux ménagers et au soin des enfants. En fait, les femmes participent à pratiquement toutes les phases de la production d'algues, surtout lorsque la concession est proche du rivage. Elles préparent le matériel, plantent, surtout à marée basse, elles font la récolte. Dans une journée, elles peuvent préparer jusqu'à 25 kg de boutures, ce qui remplit la moitié d'un radeau. Aling Tinding, l'une des personnes interviewées, précise qu'elle réserve tous ses samedis pour aller sur la concession avec le reste de la famille.

Dans ce passage de la pêche à la culture d'algues, les femmes ne voient guère de différence dans leurs heures de travail. Elles disent Pareho lang (C'est la même chose). De ce point de vue, elles ne constatent pas de progrès. Auparavant, elles apportaient aussi leur aide pour la pêche et la vente de la production. Et ça continue, puisqu'elles ramassent toujours des coquillages et diverses autres choses sur le littoral pour la consommation familiale et pour la vente.

Toutes les femmes apprécient cependant cette nouvelle activité. Sans cela, disent-elles, il ne serait pas possible de construire une maison en béton, d'envoyer les enfants à l'école, de manger de la viande. Il est évident que, pendant la période de la récolte au moins, le budget familial est plus gérable.

Mais leur droit de regard sur le budget familial se limite aux aspects domestiques. Pour ce qui est des algues, ce sont les hommes qui décident, notamment pour déterminer la part des revenus qui sera consacrée à la culture d'algues. Mang Nilo, par exemple, garde pour lui ce qu'il faut pour acheter du gin et met le reste à la disposition de sa femme. Et il décide aussi lui-même de ce qui sera mis de côté pour la concession.

La division du travail montre que les femmes sont chargées d'activités de reproduction sociale (s'occuper de la nourriture de la famille...). Même si les revenus ont augmenté, ils ne suffisent pas encore à faciliter la tâche de la femme en la matière, alors que pendant la saison maigre c'est à elle surtout qu'il revient de fournir l'indispensable à la famille. Du fait qu'il entre un peu plus de sous dans le ménage, la situation des femmes s'améliore sans doute, mais leurs responsabilités restent

inchangées. Elles doivent continuer à tenir le rôle que leur impose la société.

Conclusions

La leçon la plus importante à tirer de cette étude de cas c'est le constat que le passage de la pêche à la culture d'algues sur le domaine public (le rivage) a permis aux hommes d'acquérir un certain droit de propriété, et que les femmes sont restées en dehors. Avant cette évolution, les hommes et les femmes profitaient d'un même droit d'usage sur l'espace communautaire, comme tous les gens de la localité. Le système de permis instauré par l'Administration locale (LGU) visait à gérer les conflits entre les divers usagers des ressources collectives. Finalement, cela a entraîné, en matière de droits, une nouvelle inégalité entre hommes et femmes.

Dans le secteur de Calatagan, tout le monde ne s'est pas mis à faire des algues. Il faut d'abord un certain capital pour se lancer. Et pour poursuivre cette activité, beaucoup de familles sont contraintes d'avoir recours à des contrats de production ou de partage des bénéfices avec des tiers qui leur font des avances d'argent ; et les voilà piégées par la dette. La culture des algues exige beaucoup de travail parce que les algues sont très sensibles aux aléas de l'environnement : pollution de sources diverses, augmentation de la température de l'eau pendant l'été, mousson...). Elle réclame plus de présence que la pêche, et la construction d'abris temporaires sur la concession pour surveiller les choses 24 heures sur 24, surtout lorsqu'il y a des changements de temps.

Les familles qui se sont lancées dans cette activité disent que leurs revenus ont effectivement augmenté, mais ils sont variables. Du fait du caractère saisonnier des rentrées d'argent, elles doivent avoir recours à des emprunts pour faire la soudure pendant les mois creux. La qualité de l'alimentation suit ce rythme : viande fraîche et produits de qualité une fois la récolte faite, conserves surtout pendant la période d'attente et la mousson. Comme elles sont garantes de la sécurité alimentaire du foyer, les femmes doivent veiller par divers moyens au bon approvisionnement de la maisonnée : en gérant au mieux les sous, en récoltant des produits de la mer sur le rivage, en entretenant un potager. Parfois les hommes ramènent du poisson des champs d'algues. Généralement, et malgré l'augmentation du revenu familial, la sécurité alimentaire n'est pas constamment assurée et le travail des femmes n'a pas été allégé.

L'existence de débouchés pour les algues incite les exportateurs à demander au BFAR (Bureau des pêches et des ressources aquatiques) et aux autorités locales (LGU) d'aider à augmenter encore la production. Les programmes de développement des exportations prévoient sans doute une plus large distribution de plants et un soutien technique accru, et les familles de pêcheurs seront invitées à se tourner vers ces nouvelles activités. La répartition des gains est déséquilibrée : on voit comment les choses se passent à Calatagan. L'évolution de la nature de la production ne garantit pas nécessairement la sécurité et, en matière de droits de propriété, les femmes sont à nouveau défavorisées.

[Cette étude a été conjointement réalisée par International Gender and Trade Network-Asia et Tambuyog, une Ong des Philippines impliquée dans la gestion communautaire des ressources côtières, l'étude et la défense des droits collectifs des populations, en particulier des pêcheurs.]

Pour plus d'informations, contacter info@tambuyog.org

Amérique latine/Chili

Les Martyres de la mer à San Antonio *Des encarnadoras (boetteuses) au chômage montent sur les planches et se font applaudir*

Article écrit par Brian O'Riordan à partir de diverses sources, notamment le site de CONAPACH (<http://www.conapach.cl/>)

En 2004, un groupe de onze femmes de la pêche de San Antonio et Valparaiso avaient écrit puis joué une pièce de théâtre, qui fait maintenant un retour dans la Région V avec l'appui des autorités régionales de Valparaiso.

Femmes, incarnation de l'Abondance raconte l'histoire de San Antonio au cours des quarante dernières années, depuis les temps d'abondance jusqu'aux dures réalités de la pêche artisanale d'aujourd'hui. Les femmes ont rassemblé des anecdotes, des légendes, des tranches de vie ; et elles montrent comment le système des quotas appliqué désormais par la législation des pêches les a privées de travail.

Écoutons Maria Teresa Olivera, la coordinatrice de la pièce : « Nous voulons montrer aux gens ce que nous

faisons pour que le travail des femmes de la pêche – qu'on ignorait auparavant dans ce pays – devienne bien visible. La pièce est basée sur des tranches de vie tirées du livre *Les femmes de la pêche artisanale*, de Michele Alarcón. Elle analyse le fonctionnement du secteur artisanal du point de vue des femmes, où le travail des hommes a toujours été pris en compte tandis que la corvée d'appâtage des hameçons, indispensable pour sortir les trésors de la mer, comptait pour rien ».

Femmes, incarnation de l'Abondance se joue actuellement (octobre-novembre 2006) dans divers théâtres de la Région V. Les ambitions des productrices ne s'arrêtent pas là : elles envisagent des représentations dans l'ensemble du pays. Et pour mener à bien leur projet *Les femmes tissent le réseau... à San Antonio et tout le long du Chili*, elles ont demandé l'aide du Conseil national de la Culture et des Arts, du Sous-Secrétariat à la pêche et de plusieurs organisations de pêcheurs chiliens. Elles espèrent lancer cette initiative avant la fin de l'année et continuer tout au long de l'année 2007. Maria Teresa Olivera fait remarquer : « Ce projet constitue un travail de mémoire qui a permis de mettre en lumière l'importance de l'apport des femmes en tant que *encarnadoras* ».

En 2004, onze femmes membres de l'Union des Boetteuses Martyres de la mer de San Antonio, qui n'avaient jamais fait de théâtre, recevaient une distinction du Fondart (Conseil national de la Culture et des Arts). Cela leur a permis de participer au « Théâtre de la mer et aux Ateliers Théâtre et Pêche avec les Femmes de la pêche ». Cela a représenté cinq mois de participation assidue, avec cours



théoriques et répétitions, ce qui leur a donné l'idée de créer cette pièce.

Lorsque les gens parlent de pêche artisanale, ils pensent généralement aux hommes qui partent tous les jours en mer, risquant leur vie pour nourrir leur famille. Or, pour que les hommes puissent aller pêcher, des milliers de femmes anonymes doivent d'abord garnir les hameçons à la maison. Et c'est une scène qui se répète dans d'autres sphères de l'activité économique : pour que les hommes puissent aller au travail, les femmes doivent accomplir diverses tâches domestiques, s'occuper des enfants. Or tout cela n'est pas pris en compte par la société.

« Au début, nous avions très peur de l'échec. Mais, avec beaucoup d'entêtement, nous sommes parvenues à atteindre notre objectif : faire connaître la situation des femmes dans la pêche artisanale, là où elles ont été invisibles pendant si longtemps », raconte Viviana Cornejo. Viviana, qui joue dans la pièce et qui est une représentante de l'Union des Boetteuses Martyres de la mer de San Antonio, est aussi membre du Comité de l'Union des femmes de la CONAPACH. Miriam Almonacid, ancienne *encarnadora*, est aussi l'une des actrices. Il y a plusieurs années, à cause de l'épuisement de la ressource, il n'y avait plus de travail pour appâter les hameçons. Depuis elle est impliquée à Valparaiso dans un programme de création d'emplois. Voici ce qu'elle dit de son expérience d'actrice : « C'est comme faire marche arrière. Cela me rappelle le temps où j'apprenais à garnir les hameçons. C'était bien difficile au début. Et je n'aimais pas ça parce que je me piquais les doigts et ça sentait fort partout. Avec le temps, je voyais cependant que ça me permettait de rencontrer des gens et de bien gagner. Et pour ce qui est de notre lutte, cette pièce nous donne des cartouches pour faire entendre des choses que nous ne pourrions dire autrement : l'existence de la pêche artisanale repose entièrement sur la contribution des boetteuses qui préparent la sortie en mer des hommes. »

A San Antonio, il y a au moins 800 *encarnadoras*. Pour l'ensemble du pays, on estime que 10 000 femmes environ vivent (ou plutôt vivaient) de ce travail. Elles font toutes partie du secteur informel, de sorte qu'elles ne bénéficient même pas des droits élémentaires (sécurité sociale, santé, congés maternité...) obtenus dans le passé par les femmes.

Pour contacter Brian O'Riordan, taper briano@scarlet.be

Amérique latine

Tisser un réseau d'appui

Présentation du Réseau des femmes de la pêche en Amérique latine (NETWIF) qui fonctionne depuis cinq ans

Cet article de Helga Josupeit, Fonctionnaire des industries de la pêche, Service de l'utilisation et de la commercialisation du poisson à la FAO, est basé sur divers rapports du NETWIF (<http://mujeres.infopesca.org>)

Au cours des cinq dernières années, le Centre pour les services d'information et de consultation sur la commercialisation des produits de la pêche en Amérique latine et dans les Caraïbes (INFOPECSA) a assuré la coordination du réseau des Femmes de la pêche en Amérique latine (NETWIF).

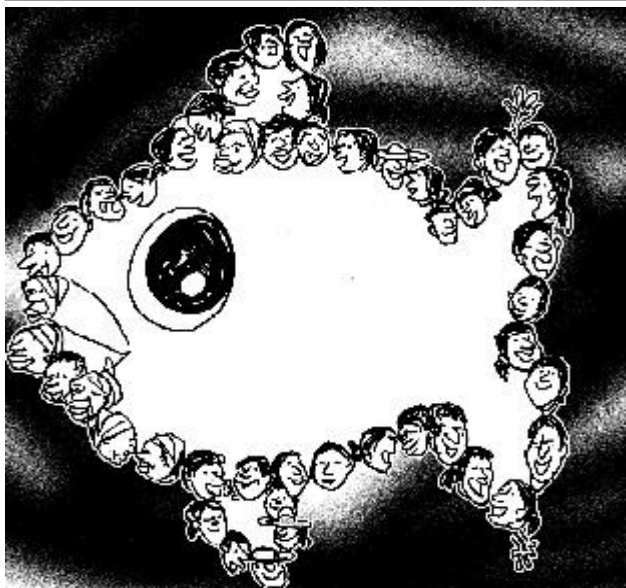
NETWIF compte maintenant environ 400 membres dans tous les pays de la région. Peuvent en faire partie toutes les femmes qui travaillent pour le secteur de la pêche (production, transformation, commercialisation, universitaires, Administration...).

Deux réunions des Points focaux du NETWIF ont eu lieu, en octobre 2000 et en mars 2002. A la première réunion, qui s'est tenue les 5 et 6 octobre 2000 à Montevideo, Uruguay, il y avait 28 personnes venues de 10 pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Pérou, République Dominicaine, Uruguay, Venezuela). Les déléguées ont fait divers exposés sur des sujets relatifs aux femmes de la pêches et de l'aquaculture.

La réunion a noté que les femmes de la pêche se répartissent entre les activités suivantes :

Employées d'usine – Elles sont occupées essentiellement aux tâches suivantes : filetage, sélection de la matière première, tri des espèces, éviscération et étêtage, étiquetage, emballage, nettoyage. Tout cela exige une attention méticuleuse. Les usines qui ont une activité saisonnière gardent parfois les femmes les plus performantes pour des tâches de nettoyage et de maintenance. Lorsque la saison repart, elles confient à ces femmes des missions d'encadrement et de formation des nouvelles recrues.

Travailleuses indépendantes – Ce sont des femmes, des filles ou des sœurs de pêcheurs qui préparent et



qui vendent des conserves, des rillettes de poisson, des croquettes, du poisson salé et fumé... A cause de la montée du chômage dans beaucoup de pays, le nombre des femmes dans ces activités s'accroît.

Femmes du secteur artisan – Ce sont généralement des femmes de petits pêcheurs qui accomplissent à terre des tâches nécessitant un certain savoir-faire et du temps : fabrication de filets, transformation et vente de la production. Des femmes et des enfants vont souvent sur la grève ramasser divers coquillages et des algues. Le niveau d'instruction et de revenus est généralement faible.

Aquaculture – Dans les petites entreprises aquacoles, les femmes sont occupées à nourrir et à sortir le poisson, à transformer, vendre poisson et produits dérivés.

Pêche – Il est rare que les femmes aillent en mer, mais elles pratiquent communément la pêche en rivière ou dans une lagune en utilisant de petites embarcations.

Commercialisation du poisson et produits dérivés – Dans les sites de débarquement, on voit communément les femmes de pêcheurs en train de vendre la pêche de leur mari. Il y a aussi des femmes à vendre du poisson aux marchés et dans les supermarchés.

Contrôle de la qualité et inspection des produits – En Amérique latine, environ 75 % du personnel chargé de cette mission sont des femmes (vétérinaires, biologistes, chimistes, spécialistes de l'alimentation...). Plus de 20 % des inspecteurs (généralement des vétérinaires) chargés de la filière Pêche sont des femmes.

Recherche et développement de nouveaux produits – Parmi les chercheurs travaillant sur le poisson dans les universités, 55% sont des femmes (biologistes, vétérinaires, chimistes, ingénieurs, économistes...).

Gestion et administration – Dans les entreprises de pêche et de transformation, on trouve un bon nombre de femmes à des postes de direction, d'encadrement. Il s'agit surtout d'entreprises familiales. Il y a aussi des femmes dans l'Administration, à des postes techniques ou de secrétariat. Dans certains pays latino-américains (et cela peut-être à cause de la modicité des salaires), l'Administration des pêches est aux mains des femmes, jusqu'à des postes très élevés, à l'exception toutefois des postes de directeur, habituellement occupés par des hommes.

Les participantes ont reconnu l'importance du rôle des femmes dans la pêche, leur compétence. En même temps, elles ont noté la persistance des problèmes suivants :

- Dans certains pays latino-américains, il existe une discrimination à l'encontre des femmes autochtones et afro-américaines, surtout dans les communautés où les structures restent patriarcales.
- Les lois qui ont été promulguées en faveur des femmes restent peu connues ou peu appliquées.
- Les femmes ont souvent une image dévalorisée d'elles-mêmes ; elles sont peu syndicalisées et leur adhésion est instable ; elles sont peu informées en matière de planning familial.
- Dans les usines, elles connaissent des problèmes de santé à cause de l'humidité, des basses températures, des mouvements répétitifs, des longues stations debout.
- Dans le secteur artisanal, les femmes ne sont pas rémunérées pour le travail fourni, et elles n'ont pas de couverture sociale, etc.

Les participantes ont souligné l'importance de la formation pour les femmes de la pêche en Amérique latine, et cela en matière technologique (manutention, conservation, contrôle de la qualité, commercialisation), en matière sociale (législation, planning familial...), et aussi pour le développement de micro-entreprises (sociétés, coopératives). On a rappelé également que les travailleuses ont besoin de structures adaptées pour s'occuper des enfants pendant leur absence.

Les participantes sont convenues que les gouvernements latino-américains connaissent mal les problèmes des femmes de la pêche et de l'aquaculture et, par voie de conséquence, consacrent peu de ressources humaines et financières pour les aider. Elles ont également signalé que, à part quelques exceptions, on ne dispose guère de statistiques et autres informations sur la situation des femmes de la pêche et de l'aquaculture. On manque particulièrement de données sur la participation des femmes, leurs besoins et leurs attentes. Par ailleurs, dans la plupart des pays, les organisations de femmes sont peu nombreuses, et les communautés qui vivent de la pêche et de l'aquaculture ont du mal à obtenir des crédits, des cofinancements.

Voici un certain nombre de recommandations exprimées par les participantes :

- Préparer une étude sur les besoins techniques et socio-économiques des femmes de la pêche et de l'aquaculture, sur ce dont elles ont besoin pour créer et gérer une micro-entreprise. Ce document devra inclure des informations qualitatives et quantitatives qui permettront de définir les actions prioritaires à entreprendre dans les divers pays concernés.
- Formaliser pour le moyen terme un plan d'action visant à améliorer les conditions de travail, les possibilités de diversification de l'emploi et la situation générale des femmes de la pêche et de l'aquaculture.
- Proposer des formations sur des thèmes particuliers afin d'améliorer les capacités des femmes qui ont une activité dans la pêche ou l'aquaculture, qui travaillent en usine, qui sont mariées à un pêcheur.
- Identifier et faire connaître les possibilités de crédit et autres systèmes de prêts accessibles aux femmes.

Les participantes s'engagent à :

- Renforcer les réseaux locaux dont la coordination est assurée par le point focal du pays concerné.
- Faire connaître les activités et les études déjà préparées en vue de la première réunion des points focaux en Amérique latine, et toute information utile au réseau.
- Mettre en place un système de communication permanent entre les membres du réseau, par le

courrier électronique, et encourager les membres à s'en servir.

- Inciter les gouvernements des pays de la région à s'intéresser à ces thèmes et à aider concrètement les femmes de la pêche et de l'aquaculture.
- Afin de constituer un centre d'information à la disposition du réseau, rassembler des publications, des illustrations, des textes juridiques et tout autre document pertinent concernant les femmes d'Amérique latine, en particulier celles de la pêche et de l'aquaculture.

La deuxième réunion du NETWIF a été organisée par INFOPECA, du 18 au 20 mars 2002. Il y avait là 41 participantes venues de 13 pays de la région. Les points focaux nationaux et les travailleuses de la pêche artisanale ont exprimé leurs besoins et leurs préoccupations spécifiques. Depuis la première réunion de 2000, plusieurs initiatives avaient été lancées, en particulier en matière de collecte de données. Les participantes de l'Argentine et de l'Uruguay ont présenté des études portant sur le rôle des femmes de la pêche de leur pays, notamment leur participation massive dans le secteur de la transformation.

La deuxième réunion a recommandé, entre autres choses, que soient réalisées des enquêtes pour compléter l'analyse de la situation des femmes de la pêche et de l'aquaculture. Elle a aussi suggéré de prévoir, dans une approche holistique, des activités de formation en vue d'améliorer les méthodes de pêche, de transformation, de commercialisation, de comptabilité et de gestion du crédit.

Voici un certain nombre d'activités qui ont été entreprises depuis par le NETWIF :

Enquêtes : La Direction des pêches de Cuba (point focal du NETWIF) a réalisé en 2003 une enquête sur le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture. La Direction des pêches du Nicaragua (point focal du NETWIF) a réalisé, avec l'appui d'INFOPECA et du Partenariat FAO/Pays-Bas, une analyse sur le rôle des femmes de la pêche et a fait un certain nombre de recommandations.

Formation : Le projet sur la diversification des moyens d'existence et le développement des entreprises (LDED) de la FAO a organisé trois stages en Colombie (2004-2006), au Honduras (2005), au Mexique (2005)

pour les communautés de pêcheurs, surtout les femmes. Les aspects traités étaient les suivants : transformation, distribution, qualité, commercialisation, comptabilité, gestion de petite entreprise. Les points focaux du NETWIF en Colombie, au Honduras et au Mexique se sont occupés de l'organisation et des interventions tandis que INFOPECSA et la FAO ont préparé le matériel pédagogique et les cours. Tout cela a débouché sur la création de nouvelles entreprises (en Colombie et au Honduras) et le renforcement d'associations déjà existantes.

Etudes : Au début de 2002, le NETWIF a réalisé des études sur les femmes qui travaillent dans l'industrie de la pêche en Patagonie (Argentine), en Uruguay et dans le sud du Brésil. Leur financement provenait de petites subventions de la FAO. En 2004, la Circulaire sur les pêches n° 992 a présenté un résumé des trois études en anglais afin de mieux diffuser cette information. On constate que, dans le secteur de la transformation, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Il apparaît également que le nombre de femmes croît en même temps que le degré de complexité des opérations. Les usiniers considèrent que les femmes sont plus capables d'exécuter des tâches exigeant davantage de précision. On note aussi qu'une bonne partie du salaire de ces femmes sert à l'achat de nourriture pour la famille et pour que les enfants puissent continuer leurs études. Il est donc évident que des créations d'emplois dans le secteur de la transformation permettraient d'améliorer la sécurité alimentaire en général.

Développement d'entreprises : Dans le cadre du projet Développement de la transformation et de la commercialisation du tilapia dans les grands bassins fluviaux d'Amérique latine, une coopérative de femmes de Betume, Brésil, a été équipée et formée. Une machine à glace a été installée, l'atelier de filetage a été transformé et les membres de la coopérative ont été mises en contact avec des acheteurs potentiels dans la région. Le projet a débouché sur une augmentation des revenus des adhérentes et la réalisation de diverses infrastructures dans la localité.

Pour obtenir plus d'informations sur le NETWIF, taper mujerpes@adinet.com.uy

Pour contacter Helga Josupeit, taper helga.josupeit@fao.org

Europe/France

Mariée à la mer

Liliane Carriou, Présidente du Comité des pêches de Lorient-Etel

parle de son expérience avec Fanny Brun, de Pêche et Développement

Je ne suis pas issue du monde de la pêche. Je me suis mariée avec un marin-pêcheur et j'ai épousé en même temps la mer. L'adaptation à ce monde de marins a été très difficile parce qu'on ne sait pas ce qui s'y passe. Au départ, comme je travaillais à l'extérieur, cela m'a paru une filière assez archaïque. Je n'y comprenais pas grand-chose et j'ai eu beaucoup de mal à m'adapter. Mais je n'avais pas d'autre solution : c'était ou m'adapter ou pleurer tous les jours. Donc, je me suis adaptée.

Mon mari a commencé dans le milieu maritime avec un petit bateau qui faisait la petite pêche, un 10 m. Quelques années après, il a pris un 16 m et ensuite un 17,50 m, puis un 20,60 m aujourd'hui. Mais il est toujours resté dans le même métier, il est resté fileyeur. Il a été fidèle à ses convictions et il n'a jamais changé de métier.

La grande crise des années 90

C'est lors de la crise de la pêche des années 1990 que j'ai vraiment découvert le métier de mon mari. Ce métier était alors en danger, ainsi que toute la filière. A ce moment-là, j'ai vraiment pris conscience que le métier était en voie de disparition. C'est vrai que c'était une grande inquiétude. J'ai compris que les familles qui



étaient sur le port de Lorient étaient en grande difficulté, tous ces petits bateaux et les autres. Personne n'a vu la crise arriver, on a tous été très surpris. Je me suis mobilisée avec les hommes et les femmes sur le quartier de Lorient, et ensuite sur les autres quartiers parce que ça a fait boule de neige. Ça a quand même été une explosion importante.

Toujours dans le milieu associatif

J'ai toujours été dans le milieu associatif. Quand on a des enfants en bas-âge, on est actif en tant que parent d'élèves, dans les associations sportives. J'ai donc été dans le milieu associatif depuis très longtemps, ça remonte assez loin. Dans le milieu maritime, je n'y étais pas parce que, d'abord, je ne comprenais pas ce qui se passait. Puis, justement, j'ai voulu comprendre. Mon mari m'avait expliqué énormément de choses du milieu maritime et je voulais pouvoir mieux discuter avec lui. Et c'est vrai, ça a été un dialogue très difficile dans le couple, parce qu'on n'était pas sur la même longueur d'onde. Mais ça nous a permis de grandir, d'évoluer ensemble. L'un comme l'autre, nous avons toujours respecté nos engagements et nos diversions ; et ça s'est quand même assez bien passé : nous étions ouverts au dialogue.

Au moment de la crise de la pêche, j'ai décidé de rejoindre les femmes et de partir faire une formation de gestion à l'entreprise de pêche. Moi, j'ai continué ce combat parce que j'estimais que les femmes avaient un rôle à jouer dans ce milieu maritime. Il y avait trop d'hommes, et trop c'est trop. Alors je me suis engagée dans l'association de femmes sur la région ; j'en ai été présidente pendant quelques années. Cette association de femmes nous a permis d'évoluer, d'obtenir une reconnaissance de statut, de travailler sur la sécurité, sur le suivi psychologique, sur des choses que les hommes n'avaient jamais regardé de très près. J'estime qu'il y a une grande évolution qui s'est faite depuis quelques années. C'est vrai que les choses ont toujours été un peu difficiles dans le milieu maritime, mais je trouve qu'on a bien avancé. Et je pense que c'est grâce aux femmes : il faut le dire. Aujourd'hui, dans la nouvelle génération, les hommes, les armateurs, les équipages sont conscients que les femmes représentent beaucoup dans les entreprises.

Présidente du Comité local des pêches

Je me demande encore parfois aujourd'hui comment je suis arrivée au Comité local des pêches. Une des

démarches des femmes était de demander à entrer dans les structures professionnelles. Nous avons demandé le statut de conjointes collaboratrices, puis à être éligibles dans les structures professionnelles et décisionnelles pour les élections de 2002. C'était un parcours difficile, les portes se fermaient au fur et à mesure qu'on avançait. Enfin, il y a eu une petite lueur d'espoir ; une petite ouverture est apparue pour les femmes conjointes collaboratrices et même, finalement, pour les autres femmes. Je me suis alors dit pourquoi pas ? Il a fallu faire vite, les choses se sont précipitées. Cela ne nous a pas permis d'avoir beaucoup de femmes dans les structures, mais nous avons ouvert la voie. C'est quelque chose de vraiment très important.

Nous avons cependant été obligées de demander à nos époux les possibilités de prendre leur place. Moi, j'avoue que ça m'a beaucoup gênée. Je trouvais que le professionnel c'était lui, et j'aurais voulu que ce soit « monsieur et madame ». Ainsi, si monsieur n'était pas là, sa femme le remplaçait, mais finalement ce n'était pas possible : c'était l'un ou l'autre. J'ai donc demandé à mon mari s'il avait envie de s'investir dans les structures. Il m'a répondu que ce n'était pas possible, qu'il ne pouvait pas tout faire, être partout. Il y avait le bateau, l'entreprise ; il fallait qu'elle tourne. Je lui ai alors demandé son accord pour prendre cette place qui était la sienne. Il m'a dit d'y aller si je le voulais. Donc je me suis permis d'entrer dans les structures, de m'inscrire et de voter. Finalement les hommes m'ont ouvert les portes, parce que c'est eux qui m'ont ouvert les portes ; il faut le reconnaître. Je ne suis pas là par hasard. Quand on m'a proposé des postes, je les ai pris au fur et à mesure. Le président du Comité local est parti très récemment à la retraite, et j'ai donc été élue présidente du comité local. J'ai été quand même très très surprise. Je souhaitais que ce soit un pêcheur, car je pensais que c'était une meilleure représentation. Mais ils disaient tous qu'il leur était très difficile de gérer leurs intérêts et qu'il fallait être représentés dans cette filière : ils m'ont donc élue.

Je vis une grande aventure. Je suis là depuis 9 mois, c'est le temps d'une grossesse, que j'ai pu voir se dérouler. J'ai été mise au pied du mur car je suis arrivée au moment où tout s'est précipité, entre les TAC, les quotas, les contrôles, le gasoil... Il ne pouvait pas nous arriver plus de choses en même temps ; c'est une année très difficile qui s'annonce. On est tous dans la même galère, que ce soit les pêcheurs, mareyeurs,

poissonniers, professionnels de la transformation. On fait tous partie du même maillon aujourd'hui et je crois qu'il faut vraiment être ensemble si on veut avancer dans cette filière. On n'a pas d'autre solution que de se souder ; si un maillon lâche, on part tous à la dérive.

Je suis là parce que j'y crois. Je veux croire que cette filière va progresser, évoluer. Ce ne sera pas sans grincements de dents, mais elle a toutes ses chances de réussite si nous restons ensemble. Je suis très étonnée de voir aujourd'hui la réaction des professionnels. Je trouve qu'ils ont beaucoup évolué dans leur situation, qu'ils s'adaptent à chaque jour qui passe. J'ai rarement vu une situation où les gens s'adaptent aussi vite à ce qui leur arrivait. Dans le milieu maritime aujourd'hui, il y a plus de contraintes que de libertés, mais je suis très impressionnée par leur démarche. Donc j'y crois. L'avenir c'est aussi les jeunes. Or, sur Lorient, de nombreux jeunes ont envie de s'investir malgré les turbulences dans lesquelles on est. Nous, on doit les accompagner : c'est notre devoir.

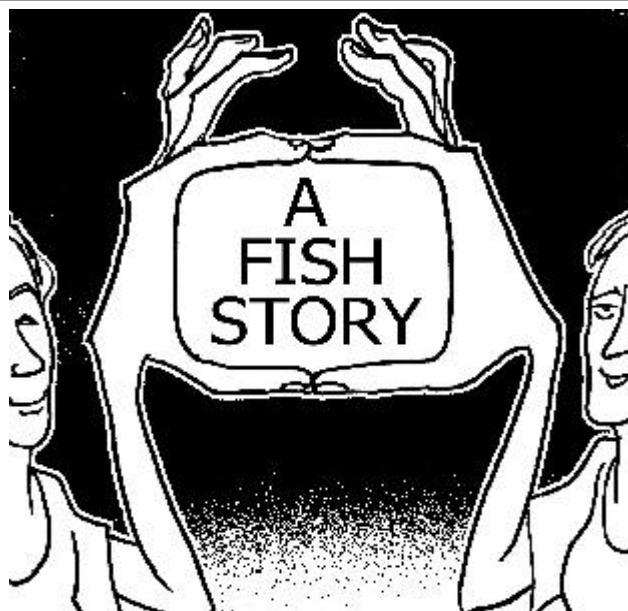
Pour contacter Fanny Brun, taper peche.dev@wanadoo.fr

Film

Une histoire de poissons

Voici un communiqué de presse sur un film qui parle de deux militantes du monde de la pêche au Massachusetts, Etats-Unis (<http://www.itvs.org/pressroom/pressRelease.htm?pressId=341>)

Cette Histoire de poissons raconte la vie de deux femmes qui mènent leur communauté à la bataille pour garder l'accès à la mer. Angela Sanfilippo, de Gloucester, Massachusetts, et Shareen Davis, de Chatham, Massachusetts également, sont nées dans des familles de pêcheurs et ont épousé des hommes qui vivent toujours de la mer. La pêche, qui a nourri ces gens depuis des générations, leur donne toujours une identité, mais leur mode de vie est aujourd'hui menacé parce qu'un puissant collectif d'associations écologistes américaines a engagé une procédure judiciaire qui pourrait signaler la fin pour des centaines de pêcheurs. Un monde vieux de trois cents ans et la santé de la mer sont dans la balance. Ce documentaire



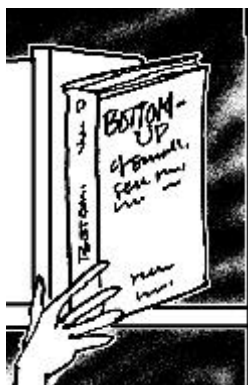
passera à la télévision en première dans la série *Independent Lens* de PBS, primée aux Emmy.

Au cours des années 1970, de grosses flottilles de pêche internationales ont décimé la ressource au large de la Nouvelle-Angleterre, provoqué un désastre écologique qui a déstabilisé l'existence des pêcheurs locaux. Bien des années plus tard, pêcheurs et environnementalistes de la Nouvelle-Angleterre sont aux prises dans une nouvelle bataille intense qui a pour objet l'état actuel de la ressource et la gestion future de la mer. Et avec le succès de la vaste plainte déposée en 2000, les écologistes réclament de nouvelles mesures radicales de protection qui pourraient avoir des conséquences désastreuses pour ces pêcheurs. Angela et Shareen se trouvent au cœur de la tempête politique, tentant de sauver à la fois les poissons et les pêcheurs. Ce documentaire nous fait entrevoir des coulisses où se mêlent hommes politiques, écologistes, journalistes, pêcheurs, et il expose les difficultés des choix lorsque les intérêts essentiels des uns s'opposent à certains critères écologiques.

Le site de PBS consacre à *Une histoire de poissons* des pages spéciales (www.pbs.org/independentlens/fishstory) où l'on trouve de nombreuses informations sur le film, ses réalisateurs, sur la gestion des pêches, avec aussi des liens pertinents. Il y a en plus un forum où les spectateurs peuvent échanger idées et opinions, voir des extraits de ce documentaire, etc.

Pour plus d'informations, contacter Mary Lugo (lugo@negia.net) et Cara White (cara.white@mac.com)

Publication



Estimations ascendantes et globales de la production des pêches maritimes artisanales, de R a t a n a Chuenpagdee, Lisa Liguori, Maria L. D. Palomares et Daniel Pauly. Fisheries Research Reports

14(8), The Fisheries Centre, University of British Columbia (<http://www.fisheries.ubc.ca/publications/reports/fcrr.php>)

Ce rapport récemment publié tente d'évaluer, pour la première fois, les captures et les apports annexes de la pêche artisanale. Il affirme que « l'importance sociale, culturelle, économique (notamment en matière d'emploi) pour une majorité de pêcheurs est bien rarement prise en compte dans les politiques nationales de développement des pêches, lesquelles s'intéressent surtout à la pêche industrielle ». Le but des auteurs était de fournir, pour chaque pays producteur, des estimations ascendantes nationales sur les captures et diverses statistiques connexes sur la pêche artisanale, avant d'obtenir l'agrégat mondial. En plus des données relatives aux captures, on trouvera une définition nationale de la petite pêche artisanale, la liste des engins de capture, la composition des prises, le nombre de pêcheurs et de bateaux, la participation des femmes et des enfants. Les sources utilisées sont diversifiées. A noter que ce document, pour tenir compte de la contribution importante des femmes et des enfants, inclut une discussion sur les aspects de genres. Pour citer ses auteurs, il s'agit de « placer la pêche artisanale au cœur de la recherche sur la pêche ». Les données contenues dans ce rapport seront mises en ligne à partir de janvier 2007 sur le site du projet *La mer qui nous entoure* (www.seaaroundus.org). Elles concernent la pêche artisanale dans quelque 140 pays. Les auteurs estiment que, pour l'année 2000, environ 12 millions de petits pêcheurs ont produit 21 millions de tonnes. Compte tenu de l'importance de l'apport de la pêche artisanale dans la production mondiale, ils recommandent l'adoption de mesures d'appui spécifiques à ce secteur.

YEMAYA

Letter de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche

27 College Road, Chennai 600 006, Inde

Tél: (91) 44 2827 5303

Fax: (91) 44 2825 4457

Email: icsf@icsf.net

Website: <http://www.icsf.net>

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

imprimé par

Nagaraj & Company Pvt. Ltd., Chennai

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.